



NIAID et l'Ucad explorent de nouvelles collaborations



Une délégation de l'Institut National des Allergies et des Maladies Infectieuses (NIAID), dirigée par Mike Tartakovsky, s'est rendue à l'UCAD pour discuter des opportunités de recherche en Afrique et des défis auxquels les chercheurs sont confrontés.

Selon une note, les discussions ont porté sur les opportunités de recherche en Afrique et les obstacles auxquels les chercheurs font face en raison du manque d'accès à la formation, aux infrastructures et au soutien à long terme.

« Pour résoudre ces problèmes, les Centres Africains d'Excellence en bio-informatique et en sciences à forte intensité de données ACE ont été créés, avec actuellement deux en activité à Bamako et en Ouganda. Les ACE sont le fruit d'une collaboration entre le NIAID, des instituts de recherche africains, des entreprises privées et la fondation pour les Instituts Nationaux de la Santé (NIH) », explique la même source.

Mike Tartakovsky et son équipe se sont rendus à Dakar pour explorer les possibilités de collaboration avec l'UCAD pour la mise en œuvre du projet. D'après la même source, le Recteur Ahmadou Aly Mbaye a salué cette initiative et s'engage à bien accueillir le projet qui porte des opportunités pour l'avancement de la recherche scientifique

https://senego.com/renforcement-de-la-recherche-en-afrique-niaid-et-lucad-explorent-de-nouvelles-collaborations_1653209.html

Adjaratou Fatou Kébé, « Ndéyou Daara » par l'exemple



Il n'est pas donné à tout le monde d'imposer le nom de son école coranique dans une cité religieuse comme Tivaouane, réputée pour sa haute spiritualité autant que pour la place qui lui est dévolue dans la transmission du savoir islamique au Sénégal. Le symbole devient plus fort dans le cas d'une femme qui ne compte que sur elle-même.

Adjaratou Fatou Kébé n'est visiblement pas pour rien présidente des « Ndéyou Daara » (marraines des écoles coraniques) de la région de Thiès. Son abnégation donne la mesure de ce qui est nécessaire pour promouvoir et valoriser toujours plus l'enseignement coranique.

Le Daara Sokhna Oumou Ibrahima Dème, l'établissement qu'elle a fondé à Tivaouane, n'a pourtant vu le jour qu'en 2020. Mais elle a déjà bien pris ses marques. En atteste, la sortie de sa deuxième promotion de « hafiz » (personnes ayant mémorisé le Saint-Coran), le 7 janvier dernier.

Beaucoup de crédit en si peu de temps donc pour un établissement parti d'un vœu, de presque un pacte que sa promotrice a passé avec elle-même devant Dieu. Un vœu exaucé. Un rêve devenu réalité.

Huit ans avant d'entamer son projet, Adjaratou Fatou Kébé s'était envolée pour le pèlerinage à La Mecque en 2002, avec le vœu secret de solliciter de Dieu qu'il lui facilite l'obtention d'une parcelle pour bâtir l'école de ses rêves.

<https://aps.sn/adjaratou-fatou-kebe-ndeyou-daara-par-l'exemple/>

Le projet « Faire l'école » tente de briser les barrières



Le projet « Faire l'école » est une initiative du ministère de l'Education nationale du Sénégal et financé par la coopération italienne lancée en 2020. Il devrait se terminer en 2024. C'est pour permettre une inclusion des enfants en situation de handicap dans le système éducatif. Mamadou Sam, coordonnateur du projet estime que l'Etat du Sénégal, à travers le ministère a toujours été engagé pour que les enfants puissent avoir les mêmes cadres d'études.

Quel est l'objectif du projet « Faire l'école » ?

L'objectif du projet «favoriser l'inclusion et la réussite à l'école» (Faire l'école) est de promouvoir l'éducation inclusive. On voudrait désormais que les enfants qui sont en situation de handicap puissent fréquenter l'école en même temps que les autres pour donner un sens à l'inclusion, les mettre dans des centres spécialisés pourrait constituer un moyen de les exclure. Ceux qui ont des handicaps lourds peuvent être orientés dans ces centres mais les enfants aveugles ou sourds muets peuvent être à l'école avec les enfants valides. Ce qui va leur permettre de tisser des relations sociales. Comme ils ont les mêmes droits, ils doivent apprendre à vivre ensemble et l'école est le meilleur cadre pour favoriser cette inclusion.

Quelles sont concrètement les réalisations faites?

Nous avons fait un travail de sensibilisation au niveau central puis nous avons décentralisé cette campagne. Au niveau du ministère, nous avons fait des tables de concertation pour une meilleure prise en charge de la question de l'inclusion.

https://www.seneweb.com/news/Societe/enfants-handicapes-l-e-projet-laquo-faire_n_431364.html

Louga : 68 professeurs d'EPS formés au secourisme de base



Au total, 68 enseignants de l'Éducation populaire et sportive (EPS) de la région de Louga ont entamé, jeudi, une formation sur le secourisme de base afin de mieux porter assistance aux élèves victimes de malaise, a indiqué le coordonnateur de l'Inspection médicale des élèves (IME), Moctar Sow.

«Nous avons réuni aujourd'hui l'ensemble des professeurs d'EPS de la région de Louga pour renforcer leurs capacités dans le secourisme de base afin de mieux protéger les élèves parce que nous avons constaté une récurrence des malaises durant les cours d'EPS», a-t-il déclaré à l'ouverture d'un atelier de formation.

Moctar Sow a souligné que cette initiative vise à »trouver une parade face aux accidents constatés chez les élèves durant les cours d'EPS, en renforçant les capacités des enseignants d'EPS, mais également en réduisant ces accidents afin de mieux protéger les élèves».

«C'est pourquoi aujourd'hui on va former les participants sur le secourisme de base qui est la prise en charge des premiers secours pour tout ce qui victime c'est-à-dire ce qu'il faut faire avant d'appeler les secours quand vous êtes dans une situation d'urgence», a-t-il dit.

L'Inspectrice d'académie de la région de Louga, Penda Bâ, a, pour sa part, déclaré que «l'initiative prise par l'IME de former les enseignants d'EPS dans le secourisme de base trouve toute sa pertinence du fait des événements malheureux que nous avons vécus à Louga et ailleurs dans le pays».

<https://aps.sn/louga-68-professeurs-deps-formes-au-secourisme-de-base/>

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

L'Union africaine décrète 2024 "Année de l'éducation"



L'Union africaine (UA) a décidé de faire de 2024 "l'Année de l'éducation", appelant les gouvernants à "une accélération des progrès vers la réalisation de l'Objectif de développement durable 4 (ODD4)".

Dans un communiqué conjoint, l'Unicef et l'UNESCO rappellent que la mission commune avec l'UA consiste à transformer les engagements de haut niveau pris lors du Sommet sur la transformation de l'éducation (septembre 2022) en actions concrètes, en dotant les apprenants africains des compétences, des valeurs, des attitudes et des connaissances qui sont essentielles pour s'intégrer pleinement dans la société et avoir le meilleur avenir possible.

Les deux agences demandent »instamment aux gouvernements et aux partenaires de redoubler d'efforts pour promouvoir un financement public national équitable de l'éducation, en accordant la priorité aux enfants les plus vulnérables".

L'objectif est de »réduire les disparités entre les apprenants et d'atteindre une couverture universelle », soulignent-elles, notant que »les pays où l'apprentissage et le nombre d'années de scolarisation de qualité sont plus élevés connaissent moins de conflits et une augmentation de la sécurité".

<https://aps.sn/lunion-africaine-decrete-2024-annee-de-le-ducation/>

USA : L'Université de Columbia maintient la suspension de groupes anti-Israël



Lorsque l'Université de Columbia avait suspendu ses sections Students for Justice in Palestine (SJP) et Jewish Voice for Peace (JVP) en novembre, elle avait indiqué qu'elles pourraient être réintégrées au second semestre si elles montraient « un engagement à se conformer aux politiques de l'université ».

Le nouveau semestre a débuté mardi. Mais les deux groupes pro-palestiniens sont toujours suspendus, selon le New York Jewish Week.

Un responsable de l'université a expliqué que les groupes n'avaient pas encore accepté d'adhérer aux règles de l'établissement qui leur permettraient d'être réintégrés. Il a ajouté que l'administration avait rencontré des représentants des groupes pour discuter des mesures à prendre afin de pouvoir mettre fin à leur suspension.

« Les groupes doivent accepter de se conformer pleinement aux politiques et procédures de longue date de l'université pour retrouver leur reconnaissance », a déclaré le responsable au New York Jewish Week. « Si les groupes acceptent de suivre ces mesures réglementaires et de se conformer pleinement aux règles de l'université qui s'appliquent à tous les groupes d'étudiants, ils pourront être réintégrés. »

« Pour l'instant, ils ne se sont pas encore engagés à le faire et restent [donc] suspendus », a ajouté le fonctionnaire. Du fait de ces suspensions, les groupes ne peuvent pas recevoir de financement de l'université ni organiser d'événements autorisés sur le campus.

<https://fr.timesofisrael.com/usa-luniversite-de-columbia-maintient-la-suspension-de-groupes-anti-israel/>

Au Canada, le nombre d'étudiants étrangers désormais limité



Cette année, le pays compte baisser de plus d'un tiers le nombre de permis d'études internationaux.

Les étudiants internationaux ne pourront plus se rendre si facilement au Canada. Ce lundi, le pays a annoncé la mise en place d'un plafond sur les permis pour les élèves étrangers, dont le nombre a explosé ces dernières années, accentuant la crise du logement selon le gouvernement. «Pour garantir qu'il n'y ait pas de nouvelle croissance du nombre d'étudiants internationaux au Canada en 2024, nous fixons un plafond national des demandes pour une période de deux ans», a indiqué Marc Miller, le ministre de l'Immigration.

En 2024, le Canada prévoit donc d'octroyer 364.000 permis d'études internationaux, ce qui représente une baisse de 35% par rapport à l'année dernière. Le plafond ne va s'appliquer que sur les nouvelles demandes de permis et les étudiants internationaux déjà inscrits dans les universités canadiennes ne seront pas concernés, a assuré le gouvernement de Justin Trudeau, qui travaille avec les provinces, en charge du système éducatif, pour appliquer le plafond. «L'annonce d'aujourd'hui vise à protéger un système qui a ouvert la voie à des abus et à soutenir une croissance démographique durable au Canada», a poursuivi Marc Miller.

Plus d'un million d'étudiants étrangers

Une estimation officielle indique que plus d'un million d'étudiants étrangers sont établis au Canada. La hausse «rapide» de leur nombre «exerce une pression sur les logements, les soins de santé et d'autres services» dans certaines provinces, a expliqué le ministre, déplorant sans les nommer le «peu de diversité» des pays d'où viennent les étudiants.

<https://etudiant.lefigaro.fr/article/etudes/au-canada-le-nombre-d-etudiants-etrangers-desormais-limite-20240123/>

Une université belge remet en question le rôle du CO2 dans l'extinction des dinosaures



Le rôle du dioxyde de carbone (CO2) dans l'extinction de masse des dinosaures serait surestimé, selon une étude de la Vrije Universiteit Brussel (VUB).

Les chercheurs sont parvenus à calculer la température nécessaire à la formation de minéraux impliqués dans le cataclysme, excluant ainsi le rôle jusqu'ici supposé du CO2 dans l'atmosphère.

Les géologues du groupe Archaeology, Environmental Change and Geochemistry (AMGC) de la VUB ont déterminé les conditions dans lesquelles ont pu se former certains des minéraux présents dans le cratère de Chicxulub au Mexique. Il y a 66 millions d'années, une météorite frappait la Terre à cet endroit, entraînant l'extinction des dinosaures.

L'énergie libérée lors de cet événement a été si intense que la plupart des matériaux naturels se sont évaporés en quelques secondes, libérant ainsi d'énormes quantités de CO2. Ensuite, de nouvelles matières minérales se sont formées par réaction entre le gaz carbonique et les calcaires sur place. Ceci témoigne, selon les chercheurs, de l'emprisonnement de la majeure partie du CO2 à l'intérieur du cratère.

En conclusion, le dioxyde de carbone n'aurait pas été autant impliqué dans la fin des dinosaures que ce que les théories actuelles exposent. Mais le géologue Pim Kaskes, qui a mené l'étude, est formel: les conséquences de l'impact restent désastreuses.

<https://www.dhnet.be/actu/belgique/2024/01/19/une-universite-belge-remet-en-question-le-role-du-co2-dans-l'extinction-de-s-dinosaures-5GSFCC7HOBG4XMSY3TEPS3AWJ4/>